

# *Les squats, zones de non-droit ?*

Le squat du 219 rue A.Dutreix, soutenu par le DédAL, a été victime d'intimidations policières.

Après un premier passage jeudi 4 décembre, la police est revenue vendredi 5 à 7h30 du matin, avec un fourgon et deux voitures.

Les forces de l'ordre ont fracturé la porte d'entrée de l'immeuble, ainsi que les portes de plusieurs habitants. Après avoir contrôlé tout le monde ils sont repartis.

Ces pratiques d'intimidation sont courantes : ils ont déjà saccagé des appartements squattés rue Baudelaire en 2001, rue Charles Michels et rue des Tanneries en 2002.

Les squatteurs nous ont souvent raconté les contrôles répétés, les intimidations, les insultes qu'ils subissent régulièrement.

A cela s'ajoute la violence maintenant classique de toutes les expulsions.

La criminalisation de la pauvreté, en plus des multiplications de peines pour les plus démunis, s'exerce aussi à travers le climat de terreur instauré par des délinquants en uniforme. Il leur est plus facile de s'attaquer aux pauvres qu'à ceux qui détournent les richesses.

***CES PRATIQUES DOIVENT CESSER !***

---



## *Qui sommes nous ?*

Nous sommes un collectif d'individus et d'associations réunis autour de la défense du droit au logement. Le squat du 21 boulevard de la Corderie a constitué un premier pas dans la construction et la mise en place d'une action de défense du droit au logement. Suite à leur expulsion sans relogement du 21 bd de la Corderie, les habitants ont ouvert cette maison vide, 219 rue Armand Dutreix, appartenant à la mairie de Limoges.

# *Insécurité sociale*

## *À qui profite le crime?*



Depuis 20 ans les gouvernements se succèdent et se ressemblent dans leurs attaques contre tous ceux qui produisent les richesses de ce pays, richesses que s'accaparent patronat et gouvernement.

Riches et gouvernants n'hésitent pas à se garantir de gros revenus (actions, stock options, primes exubérantes au départ, salaires démesurés, augmentations considérables des traitements : +70% pour les ministres). Dans le même temps, les attaques sur les revenus se multiplient : retraites, salaires, ASSEDIC, RMI.

Les gouvernants et leurs laquais n'hésitent pas non plus à s'octroyer des logements soi-disant de fonction, mais gratuits. Dans le même temps, au nom du sacro-saint droit de la propriété privée, ils n'hésitent pas à procéder à des expulsions, à détruire des logements sociaux, à encourager la spéculation immobilière.

Ce sont tous ces rapaces qui se servent en premier pour ne rien laisser aux autres que la matraque. Matraque justifiée par les lois sécuritaires pour empêcher toute révolte.

Contre cette société capitaliste qui sécrète la misère, on a raison de se révolter !

***Il faut lutter... S'organiser... Se révolter...***

---

**D E F E N S E   D U   *C o l l e c t i f*   D R O I T   A U   L O G E M E N T**

219 rue Armand Dutreix - 87000 Limoges / [ddal87@caramail.com](mailto:ddal87@caramail.com)

Permamences : les mardi de 18h à 20h